AR Prefecture

006-260600481 20150926-2025_12-DE Reçu le 06/10 2025_E

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXITAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.

Séance du 26 septembre 2025



C.C.A.S de Peille

<u>Département des</u> Alpes-Maritimes

Arrondissement de Nice

Délibération n°2025 12

Nombre d'administrateurs en exercice : 13

Nombre de présents : 13

Nombre de votants : 13

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-six septembre à dix-huit heures trente, le conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Peille, régulièrement convoqué le quinze septembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance publique en nombre prescrit par la loi, dans l'Hôtel de Ville de Peille, sous la présidence de Monsieur Cyril PIAZZA, Maire-Président.

<u>Présents</u>: M. Cyril PIAZZA, Maire-Président, Mme Nicole OUDINOT, Vice-Présidente du C.C.A.S., Mme Béatrice ELLUL, M. Serge CASTAN, M. François ALZIARI, Adjoints; Mme Christine MOLINO, M. Christophe LERICHE, Conseillers Municipaux, M. Jean-Paul MARICHY, Mme Marie TOURNIAIRE, Mme Danièle VILLOND, M. Jean-Louis SOLER, Mme Christiane MILLO, M. Kieran PAGE Administrateurs.

Objet de la délibération : Aide financière exceptionnelle à

a eu un problème d'assainissement sur son habitation. Le regard d'assainissement a subi un blocage qui a empêché l'eau et les eaux usées de circuler dans le système de canalisation. Ce blocage était en fait dû à de la terre et à des racines.

Il a reçu une facture d'un montant de 891€ TTC de la société Qualiserve qui est intervenue pour déboucher la canalisation.

Compte tenu de ses faibles revenus, il est demandé au Conseil d'Administration de lui rembourser cette facture.

La présente délibération est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa date d'exécution :

- soit en exerçant un recours administratif (gracieux ou hiérarchique)

⁻ soit en exerçant un recours contentieux devant les juridictions administratives.

AR Prefecture

006-260600481-20250926-2025_12-DE Reçu le 06/10/2025

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu l'exposé de Monsieur Cyril PIAZZA, Maire-Président, et après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Décide de payer la somme de 891€, directement la société Qualiserve, si celle-ci n'a pas été réglée par soit de rembourser ce dernier, s'il s'est déjà acquitté de cette facture.

Fait et délibéré en séance le 26 septembre 2025

le Maire-Président, Cyril PIAZZA



La présente délibération est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa date d'exécution :

⁻ soit en exerçant un recours administratif (gracieux ou hiérarchique)

⁻ soit en exerçant un recours contentieux devant les juridictions administratives.